

## MANIFESTE POUR LA LIBERTÉ DE LA PROTECTION SOCIALE

Près de trois millions de chômeurs. La France s'enfoncé dans la crise. Le tissu social se défait.

La Sécurité sociale est au bord de la cessation de paiement, en dépit de la hausse constante des cotisations et de la diminution des prestations.

Le budget social du pays est supérieur au budget de l'Etat. Or nul ne le vote ni le contrôle.

Ces constats ne sont pas neufs. Les partis politiques déplorent cette situation, mais aucun n'ose avancer la solution qui s'impose.

Celle-ci est pourtant simple. Elle consiste à supprimer le monopole de la Sécurité sociale. C'est à cause de ce monopole qu'il est impossible de réformer la Sécurité sociale. Mise en concurrence avec les mutuelles et les assurances privées, elle n'aura le choix qu'entre se réformer ou disparaître.

Certains affirment que le coût de gestion de la Sécurité sociale est inférieur à celui des compagnies d'assurances. C'est faux. Le véritable coût de gestion de la Sécurité sociale est constitué non seulement de ses frais de fonctionnement - très excessifs compte tenu de l'effet de volume - mais aussi et surtout des innombrables abus qu'elle autorise. Car la Sécurité sociale n'est rien d'autre, pour reprendre la célèbre formule de Frédéric Bastiat, que "la grande fiction à travers laquelle tout le monde s'efforce de vivre aux dépens de tout le monde."

Disons-le sans détour : la Sécurité sociale est responsable des principaux maux dont souffre la France :

- le chômage, car elle induit des charges salariales excessives ;
- l'immigration incontrôlée, car elle génère des comportements de paresse chez les Français, que des travailleurs étrangers viennent suppléer ;
- la démoralisation générale, fruit empoisonné de la crise économique et morale.

Au moment où le collectivisme s'effondre partout dans le monde, la France doit elle aussi se débarrasser du fardeau de l'utopie. En rendant leur argent aux travailleurs et en les laissant libres de s'assurer où ils veulent, donc de contrôler eux-mêmes l'emploi des sommes qu'ils versent, on fera de la France un pays à haut niveau de salaires, à faible taux de chômage, et on inversera le flux de l'immigration.

Tel est l'objectif que s'est fixé le MOUVEMENT POUR LA LIBERTÉ DE LA PROTECTION SOCIALE (M.L.P.S.)

Nous ne prétendons pas nous substituer aux partis politiques. Nous voulons obtenir d'eux qu'ils s'engagent à mettre fin au monopole de la Sécurité Sociale dès le début de la prochaine législature.

En regroupant tous ceux qui sont convaincus de cette nécessité, nous exercerons une pression suffisante pour qu'enfin les bonnes décisions soient prises et appliquées.

Septembre 1991

NOM ..... PRENOM .....

ADRESSE .....

PROFESSION .....

**Cotisation Défense professionnelle : 230 euros**